

tes liées entre elles. D'une part, il y a le problème des rapports avec le parti communiste soviétique (PCUS) qui, jusqu'à une époque récente se définissaient par la doctrine de l'«internationalisme prolétarien». Ensuite, et de nature tout aussi délicate, la question des critiques explicites et implicites du fameux modèle soviétique. Enfin, l'eurocommunisme, tout en refusant de constituer un nouveau centre du communisme international, suppose un resserrement des liens entre les trois partis.

Dans le domaine de l'accroissement de l'indépendance des partis par rapport à celui de l'Union soviétique, le parti communiste italien peut s'enorgueillir d'être le premier parti eurocommuniste. Même avant la mort de Staline, Togliatti s'est distingué par une attitude d'indépendance envers le «père des peuples» ce qui n'est certainement jamais venu à l'esprit d'un Maurice Thorez. Mais c'est après le rapport secret de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline que le PCI a montré le plus nettement son intention de prendre ses distances avec Moscou. Dans une entrevue à la revue non-communiste italienne *Nuovi Argomenti*, publiée en mai-juin 1956, Togliatti a lâché l'expression de «polycentrisme» qui devait être une nouvelle version des rapports entre partis communistes. Autrement dit, il mettait en cause le rôle prédominant du parti communiste de l'Union soviétique dans le mouvement communiste international. Cette annonce d'une voie autonome du PCI a été confirmée à son VIII<sup>e</sup> Congrès en 1957. Jusqu'à sa mort en 1964, Togliatti a continué de mener son parti dans cette direction et s'est refusé, par exemple, à permettre une expulsion en règle du parti chinois du mouvement communiste international. Les partis français et espagnol n'ont pas voulu suivre leur frère italien sur le chemin de l'hérésie.

Plusieurs événements ont modifié cette situation et ont renforcé le camp des critiques de Moscou. Pour le PCF, l'appui continu accordé par l'Union soviétique à la politique étrangère du général de Gaulle et de ses successeurs nuisait directement à ses intérêts en tant que parti et on n'a pas apprécié les interventions de l'URSS dans les élections françaises par la voix de l'agence *Tass* ou de son ambassadeur à Paris. Mais l'événement le plus important quant à la modification des rapports entre les partis occidentaux et le PCUS a été incontestablement l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie le 21 août 1968. Les trois partis ont protesté contre cette façon de mettre fin à l'expérience d'un «socialisme à visage humain». La dénonciation de l'action soviétique par le leader du PCE, Santiago Carrillo, qui a été de loin la plus dure, lui a valu une tentative de scission provoquée directement par Moscou et qui n'a pas été oubliée.

À partir de ce moment, même si les Français ont longuement hésité, le PCUS ne pouvait plus compter sur le soutien inconditionnel de trois des partis communistes les

plus importants de l'Europe occidentale. Cette situation est devenue très évidente en 1976. Deux événements ont servi à montrer qu'une évolution était en train de se faire dans les relations entre certains partis occidentaux et le PCUS. En février, au XXV<sup>e</sup> Congrès du PCUS, ni le PCF ni le PCE ne se sont fait représenter par leur secrétaire général. Les dirigeants soviétiques et européens ont critiqué les tendances nationalistes et opportunistes de certains partis européens, tandis que Berlinguer a tenu à mettre l'accent sur l'égalité entre les différents partis. Quatre mois plus tard, la conférence des partis communistes européens, à Berlin-Est, qui avait nécessité près de trois ans de préparation, a dû constater que le PCUS n'avait pas les moyens d'imposer ses vues et qu'il devait accepter de voir se substituer à la notion d'«internationalisme prolétarien» celle, beaucoup moins contraignante, de «solidarité internationaliste».

La remise en cause des rapports traditionnels entre partis a été accompagnée d'une critique de plus en plus ouverte du modèle offert par la société soviétique. Ces critiques ont évité de faire une analyse globale des défauts du socialisme à la soviétique, encore que le dernier livre de Santiago Carrillo, *L'État et l'eurocommunisme*, qui a fortement indisposé le Kremlin, va très loin dans son appréciation négative de l'expérience soviétique. Même Georges Marchais n'a pas hésité à parler de «communisme de caserne» pour désigner le chemin que son parti ne voulait plus suivre. Ces critiques, qui se sont multipliées dans la presse des trois partis eurocommunistes, ont visé surtout les manquements au respect des libertés qui ont si souvent ému la presse occidentale. Le message est clair et s'adresse directement aux électeurs nationaux: «Ne nous tenez pas responsables pour ce qui se passe ailleurs».

Ce langage a laissé le PCUS complètement décontenancé. A certains moments, il lance des avertissements et des rappels à l'ordre très sévères; à d'autres moments il félicite les partis eurocommunistes d'avoir adopté des stratégies qui tiennent compte des réalités nationales. Parfois, comme aux débuts du conflit sino-soviétique, la querelle semble se dérouler par parties interposées. La polémique de la revue soviétique *Temps Nouveaux* contre le livre de Carrillo visait autant, sinon plus, le PCI et le PCF. Les différentes disputes entre le PCI et le parti communiste tchécoslovaque concernent surtout l'Union soviétique. On a l'impression qu'un débat a été engagé au sein du PCUS, qui n'est pas terminé et qui cherche à arrêter une position claire face à l'eurocommunisme.

Cependant, sur toutes les grandes options de la politique étrangère soviétique – à l'exception de celle à l'égard de la Chine – il y a convergence avec les options de politique étrangère préconisées par les partis eurocommunistes. Que cela soit sur l'Europe –